

Levons l'Omerta

Date : 24 juin 2016



Médiapart et France Inter ont publié ce lundi 9 mai les témoignages de huit femmes rapportant avoir été victimes d'actes d'agression et de harcèlement sexuels de la part de Denis BAUPIN, Vice-président de l'Assemblée Nationale, député de la 10e circonscription de Paris et cadre historique d'Europe Écologie-Les Verts (EELV). Le 10 mai en milieu de journée, Denis BAUPIN annonçait sa démission de la Vice-présidence de l'Assemblée nationale.

Nous, Jeunes Démocrates, sommes indigné-e-s des révélations portant sur les faits attribués à Denis BAUPIN et par le silence complice d'une partie de la direction des Verts. En se taisant, ces personnalités politiques ont contribué à faire perdurer ces comportements.

Dans l'entre-soi propre aux professionnels de la politique, ce silence conduit à la normalisation de pratiques illégales, irrespectueuses des femmes et indignes des citoyens dans leur ensemble. **Il est de la responsabilité de chaque parti politique et de chaque institution publique de dénoncer et de condamner les violences sexuelles, qu'il s'agisse de harcèlement ou d'agression.**

La condamnation ne suffit pas. Sensibles à l'appel du collectif « Levons l'Omerta », dont la [pétition](#) en ligne recueille déjà plus de 12.000 soutiens, **nous, Jeunes Démocrates, avons décidé de nous engager en tant que mouvement politique jeune, à lutter contre le harcèlement et les violences sexuelles.**

Dans le cadre de notre charte éthique, au nom du principe d'exemplarité et de notre volonté de moralisation de la vie politique, **nous soutenons la proposition d'exclure de notre mouvement toute personne avérée coupable de violences sexuelles, y compris de harcèlement.**

Il incombe à la jeunesse de s'engager pour rompre avec les pratiques indignes et patriarcales que nous condamnons. Aussi, **nous invitons les autres organisations, notamment jeunes, à rejoindre notre engagement contre le harcèlement et les violences sexuelles.**

Publié le 11 mai 2016